

France : Une crise politique qui s'approfondit

1) Crise dans l'exécutif



En France, il aura suffi que Montebourg et Hamon fassent de timides critiques sur le fond de la politique économique pour que Manuel Valls fasse une crise d'autorité, exigeant la tête de ces ministres et obtenant un remaniement. Saluons la performance, hors cas de gouvernements intérimaires chargés d'expédier les affaires courantes entre deux élections, c'est le plus court de l'histoire de la Ve république. De nouveaux fusibles de ce système à bout de souffle viennent ainsi de cramer. Adieu donc les timides et les critiques, c'est l'heure d'un gouvernement de combat, chargé d'imposer l'agenda de la bourgeoisie au pas de charge. En ce sens, la nomination d'Emmanuel Macron à l'Economie et à l'Industrie est un signal assez net de la politique qui sera suivie. Banquier d'affaires, devenu multi millionnaire en pilotant le rachat d'une filiale de Pfizer par Nestlé ; dernier soutien de Cahuzac au cabinet de François Hollande, il est un pur produit du capitalisme pourrissant.

Ce n'est donc pas surprenant qu'il vienne de créer la polémique en voulant en finir avec ce qu'il reste des 35 heures, poussant Manuel Valls, acclamé à l'Université d'Eté du Medef à éteindre précipitamment l'incendie. On ne peut que voir davantage s'accroître les tensions au sein du Parti Socialiste, entre « *frondeurs* » et « *loyalistes* ». Il y a bien entendu les critiques venant de la gauche du parti, notamment de Gérard Filoche... Mais également ces propos assez clairs de Cambadélis, le premier secrétaire du PS : s'il condamne l'aile gauche qui voudrait « renverser le gouvernement », il a également ces jugements très lapidaires « *le social-libéralisme ne fait pas partie de notre vocabulaire* » et « *Je me suis opposé fermement à certaines dérives à la gauche du Parti socialiste. Je pourrais le faire vis-à-vis d'autres tentations* ». ¹ Ce qui n'empêche pas une première fédération du MJS d'appeler à combattre le gouvernement.

2) Les réponses à apporter

Dans ces circonstances, que devons-nous faire, quelle ligne devons nous mettre en avant ? Il nous apparaît faux de faire de l'agitation autour d'une « 6^e République », plus parlementaire, capable de répondre aux revendications des couches populaires. C'est semer des illusions comme quoi, en ripolinant un peu les institutions, l'on pourrait changer la vie pour peu qu'on élirait Mélenchon... L'autre mauvaise réponse serait de se replier sur son Aventin, se cantonnant à des discours incantatoires à coté des

manifs.

En s'appuyant sur les expériences et les enseignements des luttes de cette dernière année celles de l'agro-alimentaire breton, des cheminots, des intermittents, des postiers du 92 et de toutes ces luttes éparpillées, isolées ; et en nous appuyant sur celles qui peuvent (re)naître cet automne dans la santé (avec une échéance importante le 23 septembre), comme à la SNCM où rien n'est réglé, dans l'éducation nationale voire dans les facs (entre les universités en quasi faillite, la réforme fiasco des ESPE, la LMDE en difficulté financière), où Valls en virant Hamon se coupe de ses relais à la tête de l'Unef ; il s'agit d'arriver à construire le tous ensemble, la convergence des luttes...

Pour cela, il est avant tout nécessaire de faire sauter le verrou du « dialogue social », des concertations au sommet qui endorment et enterrent les luttes comme nous l'avons vu il y a encore peu à la SNCF. Pour cela, il faut nous battre au sein de nos organisations syndicales pour que les directions quittent la table des négociations et engagent la bataille pour mettre en échec Hollande-Valls. Le départ de la CGT et de la FSU de la conférence sociale en juillet, sous la pression de leurs bases, est déjà une première victoire, qu'il s'agit de transformer. Pour cela, il nous faut rassembler toutes les équipes syndicales les plus combattives, les plus radicalisées, les militants syndicaux les plus bagarreurs au sein d'un grand courant intersyndical, lutte de classes, antibureaucratique, qui s'appuie sur l'auto organisation. Un tel rassemblement ne se constituera pas spontanément. Notre parti devrait dès aujourd'hui prendre des initiatives pour aider à l'émergence d'un tel courant, tout en s'opposant publiquement et fortement aux bureaucrates qui collaborent avec le patronat et le gouvernement.

La construction d'un mouvement d'ensemble implique avant tout la construction du Front Unique Ouvrier. Il y a aujourd'hui nécessité de mobiliser le plus largement possible les travailleurs sur la base de mots d'ordre précis et concrets, et pour cela, que notre parti s'adresse grand angle aux différentes organisations du mouvement ouvrier. Ces mots d'ordre, permettant la mise en mouvement des salariés, pourraient être à minima le combat contre le nouveau budget, contre le pacte de responsabilité et la casse de la sécurité sociale, pour l'interdiction des licenciements et l'abrogation de l'ANI, contre les cadeaux aux patrons, pour l'augmentation des salaires, des minima sociaux et des petites pensions, pour la défense du service public...

Du côté du NPA, il s'agira d'avancer en plus nos propres mots d'ordre et de les articuler avec la question du pouvoir. Qui pourra les mettre en place ? Un gouvernement des travailleurs, rompant avec les logiques capitalistes, avec les institutions nationales et européennes, expropriant les capitalistes et planifiant démocratiquement l'économie.

1

http://www.lemonde.fr/politique/article/2014/08/28/cambadelis-le-social-liberalisme-ne-fait-pas-partie-de-notre-vocabulaire_4477927_823448.html?xtmc=cambadelis&xtcr=3

2

<http://mjs92.fr/2014/08/les-jeunes-socialistes-hauts-de-seine-en-resistance-face-au-nouveau-gouvernement/>

3

<http://www.franceinfo.fr/actu/societe/article/la-lmde-palcee-sous-administration-provisoire-528855>

Juno Smith, le 5 septembre 2014